

L'UDC Jura refusera une nouvelle « taxe anti-emploi » sur nos entreprises !

Le Parti socialiste jurassien (PSJ) vient d'annoncer le lancement d'une initiative visant à taxer les entreprises pour financer l'accueil de la petite enfance. Pour l'UDC Jura, cette proposition est une attaque directe contre la compétitivité de notre canton et un aveu d'échec de la gestion étatique. Le parti s'opposera fermement à cette nouvelle charge qui pénalise nos PME et menace le pouvoir d'achat.

L'UDC Jura partage le constat que le manque de places en crèche est un défi pour les familles. Cependant, la solution socialiste est, comme toujours, de créer une nouvelle taxe. En demandant une contribution basée sur la masse salariale (0,1% à 0,2%), le PSJ choisit de punir ceux qui créent de la valeur et des emplois dans notre canton.

Nos entreprises jurassiennes, déjà confrontées à des coûts de l'énergie élevés, à une bureaucratie croissante et à une fiscalité lourde, n'ont pas besoin d'une taxe supplémentaire. « Taxer la masse salariale, c'est renchérir

le coût du travail. À terme, ce sont les employés qui paieront la facture par des augmentations de salaires moindres ou des suppressions de postes », avertit l'UDC Jura.

Le financement des structures d'accueil est une tâche qui incombe à l'État et aux communes via l'impôt général, que les entreprises paient déjà largement. L'UDC Jura rappelle que les entreprises jurassiennes contribuent déjà massivement au bien-être social par leurs impôts et leurs engagements locaux. Créer un financement spécial à la charge du privé est une dérive dangereuse qui déresponsabilise les autorités cantonales de leurs priorités budgétaires.

L'UDC Jura ne laissera pas le PS transformer le Jura en un enfer fiscal sous couvert de politique familiale. Nous soutiendrons nos entreprises et nos artisans face à cette initiative injuste. Le Jura a besoin de travail et de prospérité, pas de nouvelles taxes socialistes.

UDC Jura